

ANTONY

quelles leçons en tirer

Antony, c'était à l'origine une cité-dortoir remplie par 3.000 étudiants issus des milieux sociaux les moins aisés, et le plus généralement boursiers. L'Association des résidents (AERUA) s'est créée face à l'absence totale d'équipements collectifs. C'est grâce à son action qu'ont été créés ou améliorés le restaurant, la crèche... Elle a lancé également une expérience d'animation socio-culturelle (ciné-club, conférences) et des groupes d'études où collaborent étudiants et professeurs. L'AERUA est ainsi devenue un véritable syndicat. On peut, certes, critiquer les types de revendication et de réalisations : la stricte défense des conditions de vie et la mise en oeuvre de palliatifs n'ont jamais eu un réel pouvoir contestateur ; mais il fallait bien passer par là. Et la représentativité de l'AERUA est une des raisons qui ont motivé la brutale intervention du Pouvoir. La seconde raison est l'influence nationale de cette association qui lance d'Antony des mouvements s'étendant dans toutes les cités.

Un internat supérieur

L'affaire d'Antony, c'est la première action de masse contre la conception sociale actuelle des cités, la première fois que l'AERUA s'attaque au pouvoir de décision de l'Administration. Concrètement le conflit porte donc sur deux points : le règlement intérieur et les loyers.

Il existe à Antony un règlement intérieur (celui de toutes les cités) qui, par un accord tacite entre les étudiants et



Nlle Série – Novembre 1965 N° 1
Pages 2 et 7

l'Administration, n'était pas appliqué. On connaît l'esprit de ce règlement : "Les chambres et les logements mis à la disposition des étudiants ne sont pas loués et les étudiants ne peuvent prétendre à plus de droits que n'en auraient les pensionnaires d'un établissement d'enseignement". Ce qui interdit les rencontres entre garçons et filles ailleurs que dans les locaux communs, la propagande politique et religieuse. Le fait même de fixer une gravure sur les murs est interdit

L'Administration a décidé d'appliquer intégralement ce règlement. L'AERUA a proposé un contre projet de règlement intérieur qui contient notamment cet article : "La vie en résidence est réglée selon les principes de la co-gestion par les représentants de l'administration et les responsables étudiants élus au sein de leur association. Ceci implique une participation effective des résidents à l'élaboration et à la prise des décisions et ce dans tous les domaines".

On sait quelle a été la réponse du Pouvoir.

Un projet politique cohérent

"L'affaire d'Antony doit se considérer dans le cadre de la politique du gouvernement. Le Plan Fouchet prévoit la création d'Instituts Techniques Supérieurs pour les "mauvais bacheliers" qui du fait des barrages et de la nature de l'enseignement seront issus surtout des classes défavorisées. L'hébergement en cité est conçu pour des

boursiers et pas plus de 3 ans Les IFTS donneront une formation courte. Cet enseignement court est destiné aux étudiants les moins fortunés qui sont aussi ceux des cités".

C'est ainsi que J. F. Nallet m'explique Antony. Il ajoute "L'intervention de la police fait partie d'une action d'envergure du pouvoir : le pouvoir cherche l'épreuve de force. Il veut briser l'AERUA et porter par cela même un coup à l'UNEF.

Le 18 octobre, 7 étudiants dont le Président de l'AERUA étaient exclus à titre temporaire ou définitif. Un de leurs "juges" se justifiait par la nécessité de protéger les jeunes filles (blanches) des étudiants africains et algériens...

En tirer les conclusions politiques

Nous attendons dès maintenant les réactions des syndicats, en particulier ceux de l'Education Nationale. Mais il faut dès maintenant se préoccuper des problèmes du logement non pas de manière parcellaire et "en soi" mais dans la perspective d'une politique nationale du logement. Cette politique du logement ne peut être élaborée que par l'ensemble des forces populaires et socialistes. Elle doit s'intégrer dans le cadre des grandes réformes de structures et des

options socioéconomiques d'un contre-plan. Elle doit aussi définir les axes d'un nouveau mode de vie urbaine et rurale. Aux critères de fausse rationalité des technocrates les travailleurs doivent opposer une réponse globale et cohérente. En somme c'est toute la nécessité de la définition par approximations successives et dans la lutte d'un modèle de société socialiste concrétisée par des contre-projets dans tous les domaines. Les luttes parcellaires, il faut l'admettre, mènent à l'intégration ou à l'échec.

L'affaire d'Antony a montré que des revendications confuses et, il faut le dire, mal explicitées par un syndicat trop préoccupé par les questions matérielles, sont déviées et discréditées aux yeux de l'opinion publique et ce d'autant plus que l'UNEF ne peut lancer de grande campagne sur les problèmes du logement qui sont vécus différemment par les étudiants. Tels sont les problèmes que pose Antony au niveau global. En tirer concrètement les conclusions politiques s'impose dès à présent.

Jean Tercé